

**Intervention de SE. Monsieur Antonio Pedro Monteiro Lima, Ambassadeur, Représentant
Permanent du Cap Vert auprès de l'ONU, lors du Segment commun de Haut niveau de la 16eme
COP et de la 6eme CMP de l'UNFCCC.**

Cancun, le 9 Décembre 2010.

Madame la Presidente,

Le Mexique a travaillé d'arrache pied et ce depuis des mois, pour que nous puissions parvenir à des résultats tangibles à Cancun. Nous félicitons le Gouvernement Mexicain pour cet effort et pour avoir mis à notre disposition un cadre idéal à nos travaux qui culminent ces jours-ci avec cette Réunion de Haut niveau. Nous continuons de travailler dans la transparence et l'inclusion de toutes les parties afin de favoriser une issue permettant, la confiance retrouvée, de préserver les chances d'aboutir à des positions équilibrées et équitables. Les travaux de ces derniers jours semblent indiquer que nous sommes dans la bonne direction.

Mais, Madame la Présidente, si nous n'y prenons garde, l'avenir risque de se construire sur les décombres de Nations entières, menacées qu'elles sont par l'intrusion de l'eau salée, l'élévation du niveau des océans ou par les phénomènes extrêmes découlant du réchauffement climatique, comme n'ont pas manqué de nous le décrire, les Représentants de ces pays lors de l'ouverture de ce segment de haut niveau et durant le déroulement de celui-ci. Ces hauts Représentants nous ont parlé en des termes précis et poignants de la situation vécue dans leurs pays et ont su mettre en perspective le devenir de Nations en sursis, mais également et sans nul doute, les responsabilités de la communauté internationale à leur égard.

Nous ne pouvons plus continuer d'ignorer ou prétendre méconnaître la situation précise de ces pays, tous membres de l'AOSIS à laquelle appartient le Cap Vert, qui font face désormais à ce qu'il faut bien appeler la fin de l'histoire. Ceux que d'aucun appelaient autrefois des «poussières d'îles» traversent une situation qui exige des réponses concrètes et sans doute la solidarité de tous. Car ces pays qui figurent parmi les moins pollueurs de la planète apportent leur contribution au bien être de celle-ci en préservant leurs habitats uniques, leur biodiversité et en oeuvrant avec acharnement à leur adaptation au Changement climatique, ce qui signifie rien moins que travailler à leur survie. Et c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui ici, à Cancun: **nous sommes confrontés désormais avec la survie des plus vulnérables**. Nous sommes dans l'urgence et nous ne saurions tarder plus longtemps à agir de façon décisive et collective sous peine de donner à croire que des peuples insulaires seraient les premiers sacrifiés du 21eme siècle.

Au delà des discussions techniques, au delà des conciliabules d'alcôve, des divergences et des contradictions politiques concernant le climat, il nous semble qu'il est du devoir de tous, Parties aux discussions sur le climat, Institutions internationales, ONGs, d'écouter la voix de ceux qui à l'heure où nous parlons, construisent des murs pour se préserver de l'océan, voient leur terre mourir petit à petit et envisagent des plans d'émigration en masse en attendant que la communauté internationale donne des signes forts d'intérêt et produise des actes concrets pour leur préservation en tant qu'entités humaines et juridiques. Il faut que le monde prenne conscience que les plus vulnérables et les plus faibles d'entre nous dans les Petits Etats Insulaires en Développement, en Afrique et dans les Pays les Moins avancés s'accrochent comme à des bouées de sauvetage à leur demande de limiter l'augmentation de la température globale à moins de 1,5 degré centigrade au dessus des niveaux pré-industriels. La réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère n'est pas un exercice de probabilité pour ces pays, mais une exigence de survie. Plus nous retardons les solutions, plus nous différons dans le temps cette exigence et plus cher en sera le coût pour tous.

Ce n'est pas seulement une mesure de précaution salutaire à tous et qui s'applique lorsqu'il y a doute ou incertitude dans une situation déterminée. C'est une nécessité pour la survie de ceux qui sont confrontés avec une vulnérabilité existentielle du fait du changement climatique. Ceux-la ne peuvent plus se contenter de promesses, ni d'engagements sans lendemain. Ceux-la veulent donner un sens à leur vie et une certitude à leur devenir commun. C'est pourquoi, ils demandent ni plus ni moins qu'une volonté

politique renouvelée pour aboutir à un document juridiquement contraignant qui mette chacun face à ses responsabilités historiques et un engagement pour une 2^{ème} période du Protocole de Kyoto susceptible de nous mener à bon port.

Nous savons désormais les enjeux, nous investissons les voies susceptibles d'aboutir et nous nous confrontons parfois avec la dure réalité d'exigences ou d'intérêts économiques qui persistent à se dresser au détriment de l'avenir des plus démunis, au détriment de la planète.

Mais, dans cette situation d'attente et d'inaction qui semble empêcher des décisions essentielles sur les questions concernant le changement climatique et qui risque d'être catastrophique pour tous, nous savons que des actions salutaires peuvent être menées à divers niveaux qui créent les conditions propices à l'action et susceptibles de redonner l'espoir. Nous le savons aujourd'hui, l'économie verte est loin d'être l'ennemie du progrès ou du développement durable. Avec les investissements nécessaires, la volonté de tous et les décisions qui s'imposent sur les plans politique et économique, nous croyons qu'il est possible de maintenir la croissance, d'assurer le développement et de préserver la planète.

Le Cap Vert dans ce contexte consent d'importants efforts dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation avec l'aide de ses partenaires au développement. C'est ainsi que notre Gouvernement travaille, dans le cadre de son plan énergétique, à atteindre un taux de pénétration d'énergies renouvelables de 25% jusqu'en 2012 et de 50% jusqu'en 2020 et s'attèle à atteindre 100% d'énergie renouvelable dans deux de nos îles. Les Centrales solaires photovoltaïques de Santiago et Sal nous permettent également d'effectuer des économies de milliers de tonnes de combustible annuellement. Le développement de l'énergie éolienne commence à porter ses fruits contribuant à diminuer la consommation des énergies fossiles. Nous avons l'ambition et la volonté d'avancer résolument sur ce terrain en friche mais prometteur des énergies renouvelables.

Madame la Présidente,

Dans ce segment de haut niveau, je souhaitais encore vous parler de la richesse vitale à notre survie qu'est l'eau et les dangers qui menacent partout ce précieux liquide ou les conflits que son accès de plus en plus difficile provoque dès à présent sur notre continent et qui menacent dans nombre de régions du monde. Il s'agit là d'une préoccupation liée au changement climatique et à la surpopulation que nombre d'institutions signalent et qui risque, si nous n'y prenons garde encore une fois, de voir prendre des dimensions indésirables.

Je terminerai en disant que nous aimerions tirer un enseignement essentiel de nos délibérations de Cancun et c'est qu'il n'y a pas de fatalité. Si nous pouvons continuer de dialoguer quels que soient les difficultés, si nous parvenons tous à oeuvrer dans la même direction, nous saurons assurément donner un signal salutaire à Cancun. Nous le souhaitons ardemment et comptons sur la flexibilité et le sens de la responsabilité de tous pour que les résultats de nos travaux soient à la hauteur de nos espérances.

Je vous remercie.